



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU **18 JUL. 2025** MODIFIANT L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
DU 19 OCTOBRE 2006 DE L'ÉTABLISSEMENT EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ
PRESTIA CRONOLAC SITUÉ ZI DE KERANGUEVEN À HANVEC

LE PRÉFET DU FINISTÈRE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment son titre I du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier les articles L.181-14 et R.181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°48-06 AI du 19 octobre 2006 autorisant la société CRONOLAC à exploiter dans la ZI de Kerangueven à Hanvec, un établissement spécialisé dans le traitement des métaux ;

VU la demande présentée le 5 février 2024 par l'exploitant de la société PRESTIA CRONOLAC relative au projet de modifications des conditions d'exploitation de son installation ;

VU le dossier présenté à l'appui de sa demande y compris les compléments ou modifications apportés en cours d'instruction ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 mai 2025 de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 15 mai 2025 ;

VU les observations de l'exploitant transmises par courrier du 27 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur l'extension du bâtiment existant afin d'y installer une grenailleuse à turbines et l'implantation d'une unité de production photovoltaïque en toiture du bâtiment projeté ;

CONSIDÉRANT qu'actuellement, l'activité de grenailage est réalisée sur le site par des opérateurs en cabine fermée et ventilée ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'améliorer les conditions de travail des opérateurs et de diminuer le temps des opérations de grenailage ;

CONSIDÉRANT que l'installation de la grenailleuse à turbines induit une augmentation de 115 kW de la puissance déclarée de l'activité classée au titre de la rubrique n°2575 de la nomenclature précitée, sans évolution du régime de classement ;

CONSIDÉRANT que les activités de traitement de surface par voie chimique et d'application de peinture liquide, classées respectivement au titre des rubriques n°2565-2 et n°2940-2 de la nomenclature précitée n'ont jamais été mises en service ;

CONSIDÉRANT que les évolutions des rubriques de la nomenclature précitée induisent un changement du régime de classement de plusieurs activités exercées au sein de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que le projet induit la création d'un nouveau point de rejet atmosphérique lié au dépoussiérage de la grenailleuse à turbines qui sera assuré par un filtre à cartouches filtrantes autonettoyantes par décharge pneumatique ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de mise en service des activités précitées, le nombre de points de rejets atmosphériques passe de 13 à 7 ;

CONSIDÉRANT que les activités industrielles de l'établissement ne consomment pas d'eau ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il est nécessaire d'adapter les dispositions des articles 3.2.2, 3.2.3, 3.2.4, 4.1.1, 4.3.1 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les peintures en poudre utilisées dans le procédé de thermolaquage ne contiennent pas de solvant ;

CONSIDÉRANT que les activités industrielles de l'établissement ne génèrent pas de rejet d'eaux résiduaires ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il est nécessaire de supprimer les dispositions des articles 3.2.5, 4.3.3, 4.3.4 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores à l'issue de la mise en service de la grenailleuse à turbines et du dépoussiéreur associé ;

CONSIDÉRANT que le projet induit une extension de 1153 m² de l'emprise du bâtiment industriel et de 2200 m² de la surface des voiries ;

CONSIDÉRANT que l'extension est réalisée dans le prolongement du bâtiment de production actuel, sur un sol en remblais, artificialisé depuis plusieurs années ;

CONSIDÉRANT que le dimensionnement du volume de rétention des effluents liquides, réalisé à partir du document technique D9A, s'établit à 521 m³ ;

CONSIDÉRANT l'engagement de l'exploitant à agrandir le bassin existant d'une capacité de 500 m³, assurant une fonction de régulation des eaux pluviales et une fonction de rétention des eaux susceptibles d'être polluées ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires vis-à-vis des intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques prévue par l'article R. 181-45 du même code ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère :

A R R Ê T E

Article 1

La société PRESTIA CRONOLAC (AIOT n°0005514567), dont le siège social est situé ZI de Kerangueven – 29460 HANVEC, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées à la même adresse. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

Article 2

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique de la nomenclature	Nature des activités	Volumes autorisés	Régime
2940-3.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant supérieure à 200 kg/j.	210 kg/j (ligne de peinture par poudrage)	E
2567-2.b	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 2. Procédés par projection de composés métalliques, la quantité de composés métalliques consommée étant supérieure à 20 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j.	190 kg/j (procédé de métallisation)	DC
4718-2.b (ex. 1412-2.b)	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. 2. Pour les autres installations, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t.	20 t	DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	147 kW	D

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisée. Régime : E : enregistrement ; DC : Déclaration avec Contrôle ; D : déclaration

Article 3

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées – conditions générales de rejet

N° conduit	Installation raccordée	Débit d'extraction(m³/h)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
1	Grenaillage (cabine)	30000	8
2	Grenaillage (turbine)	16800	8
3	Métallisation	20000	8
4	Cabine primaire	18000	8
5	Four dégazage	3500	5
6	Cabine poudrage	44000	8
7	Four cuisson	3500	5

NB : le débit des effluents gazeux est exprimé en m³/h, dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) et après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 4

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites maximales suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) et après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits (par référence à l'article 3.2.2)						
	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7
Poussières	10	10	10	10	10	10	10

Article 5

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3.2.4. Quantités maximales rejetées

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux en kg/h	Conduits (par référence à l'article 3.2.2)						
	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6	N°7
Poussières	0,30	0,17	0,20	0,18	0,04	0,44	0,04

Article 6

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 150 m³ par an, à partir du réseau public d'adduction ».

Article 7

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et les eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé ;
- les eaux domestiques – eaux vannes, eaux des lavabos et douches, eaux de cantine ».

Article 8

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Point de rejet
Eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées	Réseau collectif des eaux pluviales desservant le site, après régulation hydraulique via un bassin d'une capacité de 521 m ³ et traitement par un déboureur/séparateur à hydrocarbures ; confinement par vanne de barrage
Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie	
Eaux domestiques	Réseau d'assainissement public desservant le site et station d'épuration collective de la commune de Faou

Article 9

A l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, les mots « 6 425 m² » sont remplacés par « 9 370 m² (3 330 m² de bâtiment et 6 040 m² de voiries) ».

Article 10

A l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, les mots « 500 m³ » sont remplacés par « 521 m³ ».

Article 11

A l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, les mots « limite sud de propriété de l'établissement » sont remplacés par « limite sud-ouest de propriété de l'établissement ».

Article 12

Au chapitre 7.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, les mots « 23% (peintures liquides) » sont supprimés.

Article 13

A l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé, les mots « local de stockage des peintures liquides » sont supprimés et les mots « local de la machinerie de la cabine mixte d'application de peintures (en poudres et liquides) » sont remplacés par « local de la machine de la cabine d'application de peinture en poudre ».

Article 14

L'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8.2.1. Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les mesures portent sur les points de rejets définis à l'article 3.2.2 dans les conditions suivantes :

Conduits	Paramètres	Unités	Fréquence
N°1 à 7	Poussières	mg/Nm ³ et kg/h	Annuelle

Article 15

L'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Une campagne de mesures des niveaux sonores est réalisée dans le mois qui suit la mise en service de la grenailleuse à turbines et du dépoussiéreur associé, dans les conditions définies aux alinéas précédents du présent article. Les résultats de cette campagne sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, accompagnés, le cas échéant, des actions correctives et du calendrier de mise en œuvre associé ».

Article 16

Les articles 1.2.3, 3.2.5, 4.3.3, 4.3.4, 4.3.9 et les chapitres 5.2 et 8.4 l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 susvisé sont supprimés.

Article 17 - Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 18– Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 19– Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et la direction de la société PRESTIA CRONOLAC sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, par délégation,
Le Sous-préfet de Brest


Jean-Philippe SETBON

Destinataires :

Sous-préfecture de Brest

Mairie de Hanvec

UD 29 de la DREAL

société PRESTIA CRONOLAC